



Formulaire CH@WORLD: **A754**

Représentation suisse à: Tbilisi	
Pays: Géorgie	Date de la dernière mise à jour: 31.05.2018

Rapport économique Géorgie 2018

0 Résumé

La Géorgie est un pays en transition, avec une faible base de production interne, une balance commerciale fortement déficitaire et peu d'investissements directs étrangers dans les secteurs productifs. Si les bons résultats qu'elle affiche dans les classements comparatifs internationaux reflètent d'importants progrès en matière de réformes politiques et économiques, les conditions offertes aux investisseurs étrangers laissent encore à désirer, en particulier en raison des dysfonctionnements des systèmes éducatif et judiciaire. Néanmoins, les opportunités ne manquent pas, comme le montrent par exemple quelques "success stories" suisses. La stabilité politique permet aux autorités géorgiennes de poursuivre leur programme de réformes axé sur l'amélioration des conditions-cadre économiques, la réorientation du système éducatif, le renforcement des infrastructures et l'amélioration de la bonne gouvernance. Pour la mise en œuvre de ce programme, les autorités géorgiennes peuvent compter sur le soutien de la communauté internationale.

La Suisse soutient l'économie géorgienne dans le cadre de sa coopération au développement, qui a pour priorités la promotion du secteur privé dans le domaine agricole et le *capacity building* des autorités locales. Les relations économiques bilatérales reposent sur de solides bases contractuelles, qui ont été récemment renforcées par l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange AELE-Géorgie et par la signature d'un accord bilatéral sur la protection des indications géographiques. En 2017, selon les statistiques suisses, le commerce bilatéral s'est monté à 113.5 mio CHF, avec un solde en faveur de la Géorgie (dont 92.7% des exportations vers la Suisse sont toutefois constituées de matières premières). Par rapport au stock des investissements directs en Géorgie, la Suisse figurait fin 2017 à la 18^e place.

1 Problèmes et enjeux économiques

L'économie de la Géorgie¹ est celle d'un pays en transition, dont la moitié de la population active travaille dans le secteur primaire et dont le niveau de pauvreté est encore élevé, surtout dans les zones

¹ Dans le présent rapport, les termes "Géorgie" et "géorgien" se réfèrent au territoire administré par Tbilisi, à l'exclusion donc de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Pour ce qui est de ces régions, la *loi sur les territoires occupés* prévoit de très fortes restrictions aux activités économiques: sont interdits: a) toute activité économique qui selon la législation géorgienne nécessite une licence, un permis, une autorisation ou un enregistrement et qui est mise en œuvre sans tenir compte de ces procédures; b) le commerce de produits militaires; c) le trafic ferroviaire et le trafic routier international; d) l'utilisation de ressources publiques; e) les transferts monétaires; f) le financement ou la facilitation des activités énumérées aux lettres a) à e). Le parlement géorgien se penche actuellement (mai 2018) sur un paquet législatif destiné à assouplir ces dispositions et à permettre aux opérateurs économiques des régions séparatistes de commercer avec le territoire administré par Tbilisi (y compris en vue d'exportation) et de profiter de mesures de soutien mises en place par les autorités géorgiennes.

rurales. Si les indicateurs économiques montrent que le pays a réussi en 2017 à augmenter son taux de croissance de 2.8% à 5.0%, ils révèlent également une faible base de production interne, un chômage élevé² et une forte dépendance de l'étranger, avec une balance commerciale et une balance des transactions courantes fortement déficitaires.

Dans la période sous revue, la Géorgie a poursuivi sa politique extérieure active en matière économique, marquée par une forte orientation pro-occidentale (poursuite du processus d'association avec l'UE, partenariat "stratégique" avec les Etats-Unis, entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec l'AELE), une consolidation des échanges au niveau régional (y compris avec la Russie et l'Iran) et une volonté de diversifier les partenaires commerciaux (entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec la Chine, discussions exploratoires avec l'Inde et Israël, resserrement des liens avec les pays arabes). En même temps, elle maintient de bons résultats dans les classements publiés par les observateurs internationaux, figurant en 2017 notamment à la 9^e place du *Ease of doing business ranking* de la Banque mondiale.

Malgré ces réussites, le pays peine à développer une économie compétitive et à trouver la confiance des investisseurs étrangers. Les nombreux accords internationaux, y compris la stratégie de libre-échange offensive, ne suffisent pas à eux seuls à revitaliser l'économie et à augmenter le volume des échanges; en l'état, cette approche risque de profiter surtout au partenaire le plus fort. Quant aux investissements directs étrangers, leur stock ne constitue que 11% du PIB et se concentre dans des secteurs peu productifs.

Parmi les facteurs qui découragent des investisseurs potentiels, y compris ceux qui sont déjà présents, les faiblesses des systèmes judiciaire et éducatif occupent la première place. En dépit des réformes adoptées en 2017, la justice géorgienne reste marquée par des dysfonctionnements systémiques et n'est toujours pas à l'abri des influences externes. Quant à la réforme de l'enseignement, vouée notamment à la revitalisation et à l'extension de la formation professionnelle afin de réduire le décalage entre les besoins de l'économie et le niveau de formation de la population, elle peine à décoller, bien que le gouvernement s'y engage. Dans le secteur agricole, la mise en place progressive de politiques raisonnables et pertinentes contraste avec la décision prise en 2017 d'ancrer au niveau constitutionnel l'interdiction de vendre des terrains agricoles aux étrangers, ce qui aura des conséquences négatives en termes d'investissements.

Quant à la réforme de l'imposition des entreprises, qui depuis le 1^{er} janvier 2017 ne sont plus taxées sur les profits non distribués ("modèle estonien"), elle ne semble jusqu'ici pas avoir atteint ses objectifs en termes de stimulation des initiatives privées. Elle s'est néanmoins révélée neutre du point de vue budgétaire, grâce à la hausse parallèle des droits d'accise sur le tabac, les dérivés du pétrole et les voitures importées. Cette hausse a conduit à une augmentation considérable de l'inflation (6% en 2017), qui est toutefois redescendue dès que ses effets de base se sont estompés (2.5% en avril 2018).

Au niveau des ménages, la pression reste forte. Malgré un bilan positif des mesures de "larisation" mises en œuvre en 2017 et 2018, ceux-ci peinent à faire face aux dépenses courantes. Le recours à des petits crédits est fréquent et contribue au surendettement de la population. A titre d'exemple, les procédures liées à ce type de crédits constituaient 80% des procédures traitées par les juridictions civiles de Tbilisi en 2017.

Cela étant, les opportunités ne manquent pas. Ainsi, si on ne s'attend pas à court terme au développement d'entreprises à haute valeur ajoutée, les perspectives dans le domaine des services sont plus prometteuses, et ce notamment dans deux secteurs. Le premier est celui de l'hospitalité, avec des statistiques encourageantes à plusieurs niveaux: nombre d'arrivées aux aéroports de Tbilisi, Kutaisi et Batumi (+43.4% en 2017 par rapport à l'année précédente), nombre de voyageurs internationaux

² Il existe une grande différence entre les données officielles (13.9% de chômage en 2017) et la situation réelle, notamment due à la pratique des autorités de qualifier la population active vivant en zone rurale de "self-employed". Les institutions engagées dans la coopération au développement considèrent qu'environ un tiers de la population active est sans travail ou sous-employée.

(+18.8%), nombre de nuitées (+27.9%). Le second est celui des transports et de la logistique, dans lequel la Géorgie vise à se profiler comme un maillon essentiel de la "Nouvelle route de la soie". A ce sujet, deux développements majeurs ont eu lieu dans la période sous revue, avec l'inauguration du raccordement ferroviaire Bakou-Tbilisi-Kars (octobre 2017) et le début de la construction du nouveau port en eaux profondes prévu à Anaklia (décembre 2017). Basé sur un plan d'action en neuf phases s'étendant sur un horizon temporel de 50 ans, et ne comprenant rien de moins que la construction d'une nouvelle ville et d'une zone économique spéciale, ce projet vise à combler une lacune importante, la Géorgie étant le seul pays de la mer Noire à ne pas avoir de port en eaux profondes et ne pouvant dès lors pas accueillir tous les types de bateaux.

Dans la mise en œuvre de leurs réformes économiques, les autorités géorgiennes peuvent compter sur le soutien de la communauté internationale. On relèvera notamment le rôle particulier de l'UE, qui est liée à la Géorgie par un accord d'association et qui lui procure une aide substantielle aux niveaux politique, technique et financier (enveloppe d'assistance à hauteur de 370-450 mio EUR pour la période 2017-2020; aides provenant du programme *European neighbourhood programme for agriculture and rural development* à hauteur de 77.5 mio EUR pour la période 2018-2022; nouveau programme d'assistance macro-financière de 45 mio EUR). Le FMI a quant à lui approuvé mi-2017 un plan de financement sur trois ans de 285.3 mio USD devant permettre d'ambitieuses réformes structurelles vouées à réduire la vulnérabilité de l'économie géorgienne et à générer une plus forte croissance économique. Une mission du FMI s'étant rendue en Géorgie en avril 2018 a dressé un bilan positif des progrès accomplis.

Pour plus de détails sur la structure de l'économie géorgienne et sur les principales données économiques, on se référera aux tableaux contenus aux annexes 1 et 2 du présent rapport.

2 Accords internationaux et régionaux économiques

2.1 Politique, priorités du pays

Membre de l'OMC depuis 2000, la Géorgie poursuit une politique d'ouverture vouée à élargir et consolider ses liens commerciaux bilatéraux, et ce avant tout avec les pays occidentaux et avec ses partenaires dans l'ambitieux projet de "Nouvelle route de la soie".

L'année 2018 a jusqu'ici été marquée par l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier, de l'accord de libre-échange avec la Chine, qui avait été signé en mai 2017. Un autre événement important a été l'adoption, en novembre 2017, d'un "programme d'association 2017-2020" avec l'UE, qui ne confère pas de droits nouveaux à la Géorgie mais lui offre un cadre structuré pour la mise en œuvre de l'accord d'association signé en 2014, contenant en particulier une série de mesures destinées à lui permettre de profiter au mieux, à terme, de l'accord de libre-échange approfondi et complet. D'un point de vue suisse, le développement principal a été l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange signé le 27 juin 2016 entre la Géorgie et les Etats membres de l'AELE (entré en vigueur le 1^{er} septembre 2017 pour la Géorgie, l'Islande et la Norvège, et le 1^{er} mai 2018 pour la Suisse et le Liechtenstein).

Au niveau régional, la Géorgie vise à intensifier la coopération avec les voisins turc, azéri et arménien, avec lesquels elle est déjà liée depuis plusieurs années par des accords de libre-échange. Il s'agit d'une part de consolider les liens internes (ce qui pourrait mener à la création d'une zone de libre-échange avec la Turquie et l'Azerbaïdjan), d'autre part de renforcer des alliances avec des partenaires communs. Dans ce contexte, la Géorgie, la Turquie et l'Azerbaïdjan ont signé en novembre 2017 à Achgabat un accord de coopération avec l'Afghanistan et le Turkménistan portant sur la création d'un "corridor lapis-lazuli".

Avec la Russie, les relations commerciales peuvent être considérées comme presque normalisées, en particulier grâce au dialogue bilatéral direct dans le format Abashidze-Karasin.

L'Iran, qui depuis l'accord sur le nucléaire de juillet 2015 a sensiblement renforcé sa présence dans le Caucase, semble lui aussi destiné à devenir un partenaire plus important dans les années à venir. Ses ambitions pourraient néanmoins être redimensionnées suite à la décision des Etats-Unis (mai 2018) de se retirer dudit accord.

En parallèle, la recherche de "nouveaux" partenaires se poursuit. Des discussions exploratoires en vue d'un accord de libre-échange ont été ouvertes en avril 2017 avec l'Inde et en mai 2018 avec Israël. La coopération avec les pays arabes a également été intensifiée (ouverture de nombreuses nouvelles lignes aériennes; inauguration d'une ambassade saoudienne à Tbilisi annoncée en mai 2018).

2.2 Perspectives pour la Suisse (y compris potentiel de discrimination)

Outre l'accord de libre-échange susmentionné conclu avec les pays de l'AELE, la Suisse et la Géorgie se sont dotées durant la dernière décennie de solides conditions-cadre bilatérales dans le domaine économique, avec:

- une convention pour éviter la double imposition (signée le 15.6.2010 et entrée en vigueur le 7.7.2011);
- un accord de promotion et de protection des investissements (signé le 3.6.2014 et entré en vigueur le 17.4.2015); et
- un accord sur les services aériens (signé le 22.6.2008 et entré en vigueur le 16.11.2010), qui est toutefois lettre morte depuis l'arrêt des vols directs.

Le 31 mai 2018, les deux pays ont en outre signé un accord bilatéral sur la protection des indications géographiques. Les négociations à ce sujet avaient débuté en août 2017.

Quant aux accords conclus par la Géorgie avec d'autres pays, ils n'ont guère de conséquences négatives sur les acteurs économiques suisses, vu les règles généralement libérales qui régissent l'accès au marché géorgien. L'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange AELE-Géorgie a amélioré la position des entreprises suisses vis-à-vis de leurs concurrents de l'UE, qui se trouvaient dans une position plus favorable depuis l'application de l'accord de libre-échange approfondi et complet.

3 Commerce extérieur

3.1 Evolution et perspectives générales

En 2017, la balance commerciale de la Géorgie s'est révélée une nouvelle fois fortement déficitaire, avec 7.98 Mrd USD d'importations (contre 7.29 en 2016) et 2.73 Mrd USD d'exportations (contre 2.11 en 2016). Dans l'ensemble, les échanges commerciaux avec d'autres pays ont enregistré en 2017 une augmentation de 13.9% par rapport à l'année précédente. Le déficit de la balance des transactions courantes reste parmi les plus élevées en comparaison régionale (-11.9% du PIB en 2017).

Au niveau des partenaires commerciaux, la Turquie, la Russie et la Chine se sont maintenues aux premières places (avec respectivement 14.9%, 11.1% et 8.8% du volume total des échanges). Dans l'ensemble, les échanges se sont intensifiés avec les pays voisins (+21.2% par rapport à 2016) et surtout avec la Russie, qui a consolidé sa position de premier pays d'exportation des produits géorgiens (+91.3%).

Quant à l'UE, l'accord de libre-échange approfondi et complet – entré en vigueur le 1.7.2016 avec l'accord d'association auquel il est lié, mais appliqué à titre provisoire déjà depuis septembre 2014 – n'a jusqu'ici pas produit de résultats spectaculaires. Entre 2016 et 2017, le volume total des échanges avec les Etats membres de l'UE n'a augmenté que de 2.2%.

Concernant les biens exportés par la Géorgie, il s'agit principalement de produits agricoles (28.3% en 2017, avec en premier lieu le vin et les noisettes; ce dernier secteur a toutefois souffert d'une invasion de punaises marbrées (*stink bugs*), ce qui a conduit à une diminution des exportations de 53.7% par

rapport à 2016). Pour le reste, la Géorgie exporte avant tout des matières premières (18%) et des combustibles et autres produits chimiques et énergétiques (14.6%).

A noter également le niveau important de transfert de fonds de Géorgiens vivant à l'étranger, qui ont atteint la somme de 1.38 Mrd USD en 2017 (augmentation de 20% par rapport à 2016). Ils proviennent principalement de la Russie, de l'Italie, des Etats-Unis et de la Grèce.

Pour plus de détails sur les partenaires commerciaux de la Géorgie, on se référera à l'annexe 3 du présent rapport.

3.2 Commerce bilatéral

Les statistiques suisses concernant le commerce bilatéral pour l'année 2017 font état, d'une part, d'exportations suisses vers la Géorgie qui se situent au même niveau que 2016 (44.4 mio USD contre 44.5 mio USD) et, d'autre part, d'une hausse de 49.1% des exportations géorgiennes vers la Suisse (69.1 mio USD en 2017 contre 46.3 en 2016). Il convient néanmoins de souligner que 92.7% de ces dernières (soit 64.1 mio USD) sont constituées de métaux précieux.

Ce domaine mis à part, le solde du commerce bilatéral est donc nettement en faveur de la Suisse, qui exporte en Géorgie principalement des produits pharmaceutiques (53.9% en 2017) et horlogers (11.3%).

On trouvera plus de détails sur le commerce bilatéral à l'annexe 4 du présent rapport.

4 Investissements directs

4.1 Evolution et perspectives générales

Selon les statistiques géorgiennes, le stock des investissements directs étrangers (IDE) se montait fin 2017 à 17.39 Mrd USD, ayant augmenté de 1.86 Mrd USD par rapport à l'année précédente (+18.4%). Les principaux investisseurs sont l'Azerbaïdjan, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Turquie et la Chine.

Pour plus des deux tiers, les IDE ont touché en 2017 les secteurs des transports et des communications (28.3%), de la finance (16.3%), de la construction (15.8%) et de l'énergie (10.1%). Ces statistiques reflètent le rôle particulier joué par la Géorgie dans la chaîne de transport des ressources naturelles et des marchandises dans l'axe est-ouest. Elles mettent cependant aussi en évidence sa difficulté à attirer les investissements dans les secteurs productifs et à contribuer ainsi à l'emploi local à long terme. En 2017, les secteurs manufacturier et agricole n'ont attiré, respectivement, que 4% et 0.2% des IDE; à cela s'ajoute que seuls 4.8% des IDE concernent l'hôtellerie et la restauration, un secteur lié au tourisme et considéré comme porteur pour la croissance de l'économie géorgienne. Les autorités géorgiennes ont lancé des projets ambitieux en vue d'attirer les investissements étrangers, avec notamment la construction d'un port en eaux profondes à Anaklia, dont la construction a débuté en décembre 2017 et qui devrait être complété, dans une phase ultérieure, d'une nouvelle "Anaklia City" adjacente devant servir de hub économique.

Pour plus de détails sur les investissements directs en Géorgie, voir l'annexe 5 du présent rapport.

4.2 Investissements bilatéraux

La Suisse se trouvait fin 2017 à la 18^e place au niveau des IDE en Géorgie, avec un stock de 199 mio USD (1.1% du total) et une augmentation de 22 mio USD (+13.7%) par rapport à 2016. Cela étant, les fortes variations des flux d'une année à l'autre et les montants relativement peu élevés en chiffres absolus ne permettent pas de relever une quelconque tendance.

L'Ambassade considère qu'il y a en Géorgie environ 30 entreprises pouvant être considérées comme suisses, que ce soit en raison des conditions de propriété ou de l'origine des biens distribués. Dans la plupart des cas, il s'agit de distributeurs de produits suisses ou de prestataires de services. Il existe en

Géorgie quelques "success stories" économiques qui aident à véhiculer une image positive de la Suisse et de son économie: nouvelle usine de production, inaugurée en juin 2017, de jus de fruit Rauch en coopération avec la société d'eau minérale Nabeghlavi avec capitaux suisses; trains de Stadler Rail assurant depuis mi-2016 le trajet Tbilisi-Batumi (et perspectives liées à l'ouverture d'un centre d'entretien, voire de production, en Géorgie); ferme modèle et filière animale de l'entreprise Blauenstein Georgia. L'entreprise Chocolats Camille Bloch SA envisage de produire des noisettes à grande échelle dans la région d'Imereti.

5 Promotion commerciale, économique et touristique

5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

Les acteurs étatiques et paraétatiques responsables de la promotion commerciale, économique et touristique de la Suisse, ou de l'image de la Suisse en général, sont peu présents en Géorgie en raison du potentiel restreint qu'elle représente pour eux. Aucun événement spécifique n'a été organisé par ces entités (Suisse Tourisme, Présence Suisse, *Switzerland Global Enterprise*) durant la période sous revue.

Au niveau du secteur privé, la *Joint Chamber of Commerce for CIS and Georgia*, basée à Zurich, organise régulièrement des manifestations afin de promouvoir le marché géorgien auprès des entreprises suisses, et ce principalement en lien avec d'autres pays (Caucase, Nouvelle route de la soie).

En Géorgie, la *Georgian-Swiss Business Association* (GSBA), créée en 2005, a reçu une impulsion nouvelle en janvier 2018 avec l'élection d'une nouvelle présidente et d'un nouveau comité. La nouvelle équipe s'efforce de dynamiser l'association en élargissant le cercle de ses membres, de promouvoir les échanges économiques entre la Géorgie et la Suisse, ainsi que d'augmenter la visibilité de celle-ci auprès du public et des autorités.

L'Ambassade de Suisse est membre du comité de l'association et co-organise avec elle régulièrement des manifestations. Une conférence sur la formation professionnelle s'est tenue en juin 2017; une conférence sur les implications pratiques de l'accord AELE-Géorgie, organisée avec le Secrétariat de l'AELE et les autorités géorgiennes, est prévue en juin 2018.

L'Ambassade soutient également des événements promotionnels organisés en Géorgie par le secteur privé suisse, comme cela a été récemment le cas dans le domaine des écoles hôtelières (soirées organisées par le *Swiss education group* en avril 2017 et par Glion/Les Roches en avril 2018).

5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

La Suisse jouit en Géorgie d'une excellente réputation comme lieu de villégiature et d'éducation. Les coûts élevés ont néanmoins jusqu'ici fortement limité l'accès des Géorgiens à notre pays pour ce type de séjours.

En tant qu'économie en transition, la Géorgie est très peu présente comme investisseur à l'étranger, y compris en Suisse.

Quant à la place financière suisse, elle jouit elle aussi en Géorgie d'une excellente réputation. Le potentiel de développement pour les instituts bancaires suisses est toutefois limité en raison du cercle restreint de clients potentiels et du fait que les personnes et sociétés concernées semblent être déjà au courant des possibilités qui leur sont offertes, en Suisse et ailleurs (UE et Etats-Unis en particulier).

Annexes

- 1. Tableau de la structure économique**
- 2. Tableau des principales données économiques**
- 3. Tableau des partenaires commerciaux dont la Suisse**
- 4. Tableau « échanges commerciaux »**
- 5. Tableau des principaux pays investisseurs dont la Suisse**

Structure de l'économie

Répartition du PIB*	Année 2012	Année 2017
Secteur primaire**	8.7%	8.3%
Secteur manufacturier	35.6%	36.5%
Services	55.7%	55.2%

* Calcul de l'Ambassade sur la base de la production brute.

** Il n'existe pas de statistiques précises sur la répartition de l'emploi. On considère néanmoins qu'environ 50% de la population active travaille dans le secteur primaire.

Source: National Statistics Office of Georgia, www.geostat.ge, 29.05.2018, Preliminary data for 2017.

Principales données économiques

	2016	2017	2018
PIB (Mrd USD)*	14.3	15.1	16.1
PIB/habitant (USD)*	3'872	4'099	4'370
Taux de croissance (% du PIB)*	2.8	4.8	4.5
Taux d'inflation (%)*	2.1	6.0	3.6
Taux de chômage (%)**	14.0	13.9	n/a
Solde budgétaire (% du PIB)*	-1.6	-1.4	-2.0
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-13.3	-11.9	-10.7
Dette extérieure totale (% du PIB)*	44.9	45.5	46.6
Service de la dette (% des exportations)***	37.6	n/a	n/a
Réserves (mois d'importations)***	3.3	n/a	n/a

* Source: FMI, World Economic Outlook Database, mai 2018.

** Source: National Statistics Office of Georgia, www.geostat.ge, 29.05.2018.

*** Source: Banque Mondiale, mai 2018.

Partenaires commerciaux année : 2017

Rang	Pays	Exportations par le pays de résidence (millions USD)	Part	Var.*	Rang	Pays	Importations par le pays de résidence (millions USD)	Part	Var.*
1	Russie	395	14.5%	91.3%	1	Turquie	1375	17.2%	1.5%
2	Azerbaïdjan	272	10%	78.4%	2	Russie	789	9.9%	16.8%
3	Turquie	217	8%	24.7%	3	Chine	732	9.2%	33.7%
4	Arménie	209	7.7%	38.4%	4	Azerbaïdjan	610	7.6%	23.8%
5	Chine	207	7.6%	23.4%	5	Ukraine	445	5.6%	6.5%
6	Bulgarie	179	6.6%	6.9%	6	Allemagne	433	5.4%	3.1%
7	Ukraine	124	4.5%	69.9%	7	Arménie	281	3.5%	29.7%
8	États-Unis	122	4.5%	78.4%	8	États-Unis	268	3.4%	24.8%
9	Iran	76	2.8%	63.8%	9	Italie	217	2.7%	-17.4%
10	Roumanie	75	2.7%	104.3%	10	Roumanie	191	2.4%	0.4%
11	Suisse	72	2.6%	-12.5%	11	Bulgarie	156	2%	3.4%
12	Italie	69	2.5%	-4.7%	30	Suisse	48	0.6%	14.6%
	UE	646	24%	13%		UE	2198	27.5%	-0.8%
	CEI	1181	43.3%	60%		CEI	2361	29.6%	19.2%
	Pays voisins**	1092	40.1%	59.8%		Pays voisins**	3055	38.3%	11.5%
	Total	2728	100%	29.1%		Total	7979	100%	9.4%

* Variation par rapport à l'année précédente en %.

** Pays voisins: Russie, Azerbaïdjan, Arménie, Turquie.

Source: National Statistics Office of Georgia, www.geostat.ge, 29.05.2018, Preliminary data for 2017.

Commerce bilatéral **année : 2017**

		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2016	2017	+/- %	Anteil	2016	2017	+/- %	Anteil	2016	2017
	Total	46.32	69.06	49.1	100.0	44.50	44.42	-0.2	100.0	-1.82	-24.64
01 - 24	Landwirtschaftliche Produkte	0.80	0.90	13.1	1.3	0.45	0.91	103.0	2.0	-0.35	0.00
25 - 26	Mineralische Stoffe	0.00		-100.0	*	0.00		-100.0	*	0.00	
27	Energieträger			*	*	0.00	0.02	253.0	0.0	0.00	0.02
28 - 29	Chemische Grundprodukte	0.02	0.04	155.7	0.1	0.02	0.05	151.6	0.1	0.00	0.01
30	Pharmazeutische Erzeugnisse	1.18	0.25	-79.2	0.4	24.24	23.93	-1.3	53.9	23.06	23.69
31 - 32	Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente		0.00	*	0.0	0.20	0.26	27.6	0.6	0.20	0.26
33 - 34	Schönheitsmittel, Waschmittel	0.06	0.01	-78.8	0.0	0.30	0.66	121.0	1.5	0.24	0.65
35 - 38	Stärke, versch. chemische Erzeugnisse	0.00	0.00	-88.8	0.0	0.19	0.18	-2.2	0.4	0.19	0.18
39 - 40	Kunststoffe, Kautschuk	0.01	0.03	406.3	0.0	2.37	2.31	-2.4	5.2	2.36	2.28
41 - 43	Felle, Leder, Lederwaren	0.01	0.00	-39.1	0.0	0.01	0.03	124.0	0.1	0.01	0.03
44 - 46	Holz, Kork, Flechtwaren	0.18	0.56	220.6	0.8	0.03	0.24	604.5	0.5	-0.14	-0.33
47 - 49	Papier und Papierwaren	0.01	0.01	96.1	0.0	3.13	2.35	-24.9	5.3	3.12	2.34
50 - 63	Textilien und Bekleidung	1.62	2.13	31.4	3.1	0.47	0.36	-24.6	0.8	-1.15	-1.77
64 - 67	Schuhe, Schirme usw.	0.00	0.03	557.9	0.0	0.03	0.04	17.8	0.1	0.03	0.01
68 - 70	Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.01	0.00	-99.1	0.0	0.08	0.10	18.8	0.2	0.07	0.10
71	Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	41.88	64.05	52.9	92.7	0.04	0.05	5.3	0.1	-41.83	-64.00
72 - 83	Unedle Metalle und Waren daraus	0.01	0.01	60.2	0.0	1.11	1.01	-9.1	2.3	1.10	1.00
84	Maschinen (nicht elektrisch)	0.14	0.22	56.0	0.3	1.91	1.72	-10.4	3.9	1.77	1.49
85	Maschinen (elektrisch)	0.03	0.02	-20.3	0.0	2.82	2.70	-4.3	6.1	2.79	2.68
86 - 89	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.15	0.02	-85.4	0.0	0.50	0.69	38.3	1.6	0.35	0.67
90	Opt. / medizin. Instrumente	0.01	0.03	194.6	0.0	1.74	1.62	-6.5	3.7	1.73	1.60
91	Uhrmacherwaren	0.20	0.65	226.4	0.9	4.61	5.01	8.7	11.3	4.41	4.36
93	Waffen und Munitionen	0.00		-100.0	*	0.02	0.00	-77.1	0.0	0.02	0.00
94	Möbel, Bettzeug usw.	0.00	0.02	**	0.0	0.08	0.08	-3.2	0.2	0.08	0.06
95 - 96	Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.00	0.07	**	0.1	0.12	0.11	-13.8	0.2	0.12	0.04
97	Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.02	0.00	-82.5	0.0		0.00	*	0.0	-0.02	0.00

Source: Administration fédérale des douanes, résultats provisoires.

Principaux pays investisseurs

année : 2017

Rang	Pays	Stock IDE 2017* (millions USD)	Part	Variation (stock)	Flux IDE 2017 (millions USD)
1	Azerbaïdjan	3'787	21.8%	+14.8%	482
2	Royaume-Uni	2'766	15.9%	+48.0%	250
3	Pays-Bas	2'471	14.2%	+13.3%	224
4	Turquie	1'132	6.5%	+30.6%	279
5	Chine	656	3.8%	+8.8%	52
6	Émirats arabes unis	637	3.7%	+6.7%	63
7	Luxembourg	552	3.2%	+17.2%	134
8	Îles Vierges britanniques	504	2.9%	-3.7%	-28
9	République tchèque	432	2.5%	+42.8%	134
10	États-Unis	425	2.4%	+21.8%	74
	UE	7'701	44.3%	+22.5%	733
	CEI	4'505	25.9%	+17.8%	482
18	Suisse	199	1.1%	+13.7%	22
	Total	17'389	100%	+18.4%	1'862

* Données fournies directement par le *National Statistics Office of Georgia* à l'Ambassade.

Source: National Statistics Office of Georgia, www.geostat.ge, 29.05.2018, Preliminary data for 2017.